

France/Suite au viol présumé à la matraque

Des dizaines d'interpellations depuis une semaine

AFP
Bobigny/France

La nuit de samedi à hier a été émaillée de graves incidents en banlieue de Paris.

DES dizaines de personnes ont été interpellées en France en marge de manifestations de soutien à Théo, un jeune noir sodomisé à la matraque lors d'une interpellation le 2 février, dont 37 samedi lors d'incidents en banlieue de Paris.

La ville de Bobigny, banlieue au nord-est de la capitale française, déblayait hier les stigmates des violences de la veille : des voitures ont été brûlées, des vitrines explosées comme les abribus de la gare routière, un établissement de restauration rapide sacqué.

La manifestation avait débuté dans le calme samedi après-midi, avec des orateurs dénonçant les violences policières et le sort de Théo qui suscite une immense émotion dans le pays. Ce jeune homme de 22 ans qui a, dès mardi dernier, appelé au calme, reste hospitalisé après le viol présumé subi lors de son interpellation.

Mais après quelques jets de projectiles en direction des forces de l'ordre, les quelque 2 000 manifestants ont été débordés par des "casseurs" et ont entrepris de se disperser, laissant le terrain à des jeunes "violents et très mobiles", selon la police.

Au milieu du chaos, un des manifestants qui quittait les lieux, un adolescent de 16 ans, a sauvé une petite fille assise dans une voiture dont le capot avait pris feu.



La ville de Bobigny, théâtre de graves incidents jusque tard dans la nuit de samedi.

Photo : AFP

La mère de famille en avait extrait son garçon "de deux ans maximum" mais la fillette de cinq ou six ans, en manteau rose avec des tresses, restait "tétanisée" à l'intérieur, a-t-il raconté. "J'avais peur, j'imaginai que la voiture pouvait exploser à tout moment" mais "je ne pouvais pas laisser

une petite comme ça", a expliqué le jeune homme, Emmanuel Toula, largement applaudi hier sur les réseaux sociaux. Des incidents isolés se sont poursuivis jusqu'à minuit environ, à Bobigny et dans les communes proches, a expliqué une source policière. Au total, 37 per-

sonnes ont été interpellées. La veille, huit personnes avaient été interpellées pour des violences urbaines, et 25 la nuit précédente.

Des scènes de violences urbaines se reproduisent, chaque nuit, depuis une semaine dans plusieurs villes de la banlieue parisienne situées, comme la ville de Théo, Aulnay-sous-Bois, dans le département de Seine-Saint-Denis.

Samedi, d'autres rassemblements réclamant "justice pour Théo" ont eu lieu à Rouen (ouest de la France), occasionnant quelques dégâts et deux interpellations, à Toulouse (sud-ouest) et à Nantes (ouest) sans incident.

L'un des quatre policiers ayant procédé à l'interpellation de Théo est mis en examen (inculpé) pour viol. Les trois autres pour violences.

L'Afrique en bref

• **Gambie/Sécurité.** Un soldat armé arrêté dans la mosquée où priait le président Barrow

Un soldat gambien, ancien membre de la garde rapprochée de l'ex-président Yahya Jammeh obligé de s'exiler, a été trouvé en possession d'une arme à feu dans une mosquée de Banjul dans laquelle se trouvait le nouveau chef de l'Etat Adama Barrow, selon la force ouest-africaine en Gambie (Ecomig).

• **Soudan du Sud/Conflit.** Démission d'un influent général

Un influent général soudanais a démissionné en accusant le président Salva Kiir de mener un "nettoyage ethnique" dans ce pays en guerre civile, selon sa lettre dont l'AFP a obtenu copie hier.

A travers le monde

• **Allemagne/Politique.** Frank-Walter Steinmeier président !



Le social-démocrate et ancien chef de la diplomatie Frank-Walter Steinmeier a été élu hier nouveau président allemand par les membres du Parlement, en remplacement de l'ancien pasteur dissident de la RDA communiste Joachim Gauck, qui ne se représentait pas.

• **Corée du Nord/Conflit.** Pyongyang tire un missile balistique

La Corée du Nord a tiré hier un missile balistique, déclenchant la colère de Tokyo et de Séoul qui a dénoncé une "provocation" visant à tester le nouveau président américain Donald Trump.

• **Suisse/Immigration.** Naturalisations : feu vert helvète

Les Suisses ont approuvé hier par référendum une simplification de la procédure de naturalisation des petits-enfants d'immigrés, malgré une campagne marquée par les propos antimusulmans de la droite populiste, selon les résultats publiés par les médias publics.

• **Turkménistan/Politique.** Le président en lice pour un troisième mandat



Les électeurs turkmènes participaient hier en nombre à une élection présidentielle qui devrait assurer largement un troisième mandat à Gurbangouly Berdimoukhamedov, l'autocrate qui dirige le pays depuis 2006.

Libye/Conflit

Le gouvernement dénonce la formation d'une coalition armée "parallèle" à Tripoli

AFP
Tripoli/Libye

Aux yeux du GNA, il s'agit d'un groupe hors-la-loi qui va être traité comme tel.

LE gouvernement libyen d'union (GNA) a dénoncé hier dans un communiqué l'annonce cette semaine à Tripoli de la formation d'une coalition de groupes armés baptisée "Garde nationale", y voyant une tentative de créer "un organe de sécurité parallèle".

Jeudi, des groupes armés venus essentiellement de la ville de Misrata (ouest) ont annoncé la création d'une "Garde nationale libyenne" qui aurait pour mission selon eux, de combattre le groupe Etat islamique, de sécuriser les institutions de l'Etat, les

missions diplomatiques, et les ressortissants étrangers.

Ces groupes n'avaient pas précisé si cette "Garde nationale" appuyait ou pas le GNA, seul exécutif reconnu et soutenu par l'ONU et les pays occidentaux.

Mais selon des sources locales, plusieurs des milices qui la composent seraient loyales à Khalifa Ghweil, un ancien dirigeant qui avait autoproclamé en 2014 à Tripoli un "gouvernement de salut national" et n'avait ensuite pas voulu reconnaître le GNA quand ce dernier s'était installé dans la capitale en 2016.

Les États-Unis avaient exprimé vendredi leur "inquiétude" après l'entrée de ces groupes à Tripoli, y voyant un "risque de déstabiliser davantage la sécurité déjà fragile" dans la



Le gouvernement libyen d'union, avec à sa tête Fayez al-Sarraj, voit d'un très mauvais œil la formation d'une coalition armée "parallèle" à Tripoli.

Photo : AFP

capitale, selon un communiqué du département d'Etat.

"Nous soulignons que ce groupe et ceux qui l'appuient sont considérés comme hors-la-loi et n'ont aucun statut. Et ils vont être

traités de la sorte par les organes sécuritaires et judiciaires", a prévenu le GNA dans son communiqué.

Le gouvernement voit dans l'annonce de la nouvelle coalition une "tentative de former un corps parallèle à

la garde présidentielle".

Il y voit aussi une tentative "de faire entrer la capitale dans un conflit armé sanguinaire".

Si elle est confirmée, la formation d'une telle coalition de groupes armés hostiles au GNA pourrait affaiblir encore plus cet exécutif qui n'arrive toujours pas à asseoir son autorité dans l'ensemble du pays ni même dans la capitale. Il fait face notamment à l'hostilité d'une autorité rivale basée dans l'est du pays et qui refuse de le reconnaître.

Depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye et en particulier la capitale Tripoli sont sous la coupe de dizaines de milices dont les allégeances et les zones de contrôle sont mouvantes.

Etats-Unis/immigration

Trump défend l'expulsion de clandestins délinquants

AFP
Washington/Etats-Unis

DONALD Trump a défendu hier les premières opérations d'expulsions de clandestins de sa présidence, ciblant des sans-papiers décrits comme criminels ou délinquants et qui ont provoqué des protestations à gauche et dans les communautés immigrées. "La répression contre les clandestins criminels n'est que l'application de ma promesse de campagne", a écrit le président américain sur Twitter. "Des membres de gangs, des tra-

fiquants de drogue et d'autres sont en train d'être expulsés !", a-t-il ajouté.

La semaine dernière, plusieurs centaines de sans-papiers ont été arrêtés et expulsés lors d'opérations simultanées des agents de douanes et d'immigration de ICE (Immigration and Customs Enforcement), l'agence fédérale spécialisée dans les reconduites à la frontière, notamment dans les villes de Los Angeles, New York, Chicago et Austin au Texas.

Les autorités fédérales n'ont pas communiqué le nombre exact de personnes arrêtées. Mais de nombreux élus démocrates



Le président Donald Trump : "La répression contre les clandestins criminels n'est que l'application de ma promesse de campagne."

Photo : AFP

ont demandé des comptes au gouvernement, craignant que le coup de filet concerne également des

clandestins sans casier judiciaire. La Maison Blanche a affirmé hier que les opéra-

tions menées au cours de la semaine écoulée sont plus larges que celles de l'administration Obama sous le nom de "Operation Cross Check".

"Sur ordre du président, des opérations de contrôle d'immigration fortement élargies et plus vigoureuses ont été lancées", a expliqué Stephen Miller, conseiller de Donald Trump, sur la chaîne Fox.

"Il est vrai que les opérations Cross Check sont menées chaque année. Mais cette année, nous avons pris des mesures nouvelles et plus importantes pour expulser les étrangers délinquants", a-t-il précisé.

Photo : AFP